

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

12^e ANNEE — N° 192
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 8 au 21 mars 1975

Renault, banc d'essai de la trahison réformiste

La « trêve sociale » réclamée par la bourgeoisie devant ses difficultés économiques croissantes étant bien sûr à sens unique, la pression sur les conditions matérielles de la classe ouvrière n'a cessé de s'accroître, et les lois « sociales » réussissent à peine à cacher les effets de l'augmentation énorme du chômage et du chômage partiel (voir Le Prolétaire n° 191). Les résultats des accords salariaux que les syndicats faisaient miroiter comme la terre promise sont si dérisoires en face de la détérioration bien réelle du pouvoir d'achat, que la CGT et la CFDT ont dû refuser de les signer à la SNCF et dans la métallurgie, pour essayer de conserver au moins une feuille de vigne à leur pratique de collaboration de classe. Et la chasse aux travailleurs immigrés est organisée et légalisée derrière une campagne qui oscille entre la bienfaisance humanitaire et la xénophobie exacerbée.

A la vague des grèves de l'automne, première tentative de réponse ouvrière à cette situation générale grosse de déséquilibres grandissants, avait succédé en France un relatif calme social, obtenu grâce à l'action stérilisante à tous les niveaux des grandes organisations syndicales. On l'a vu notamment dans la grève des postiers, qu'elles ont étranglée malgré la combativité enthousiaste et déterminée des travailleurs. Depuis, les luttes même dures menées ici et là contre les fermetures d'usine, ont été torpillées (nous aurons l'occasion d'y revenir dans un prochain numéro). L'essai de résistance des immigrés est dénoncé et combattu. Aujourd'hui, après les grèves de 1971 et 1973, pour ne pas remonter encore plus loin, c'est le tour de Renault, où l'opportunisme syndical et politique déploie tous ses efforts, avec un zèle décuplé par la crainte du retentissement national des luttes menées à la Régie.

★

Le mouvement commencé depuis le 11 février répond à la situation générale de crise sur le terrain solide des intérêts communs aux plus larges masses ouvrières, en demandant une augmentation uniforme (de 250 à 300 F) pour tous, la réduction du nombre de catégories, le coefficient maximum dans chaque catégorie, la suppression des indices les plus bas ; il fait converger l'initiative des OP et des OS de Boulogne, de Flins, de Cléons, du Mans et de Sandouville qui ont piétiné dans les faits les mensonges capitalistes de la solidarité nationale et des sacrifices qu'elle exige.

Non seulement les grévistes de Renault n'ont pas trouvé dans les syndicats un point d'appui, un centre d'organisation et un multiplicateur de leur énergie, mais ils se sont heurtés à un mur et à une force de sabotage, qu'ils ont essayé de surmonter par la création de comités de lutte (notamment au 38, au 77, à l'île Seguin).

La phraséologie offensive de la CGT et de la CFDT (ne parlons pas de FO qui ne se pare d'aucune pose anti-patronale et marche une fois de plus main dans la main avec la direction) ne réussit pas à masquer le sens réel de l'action des syndicats :

fractionner par atelier, sous prétexte de « souplesse » et d'économie des luttes, les élans qu'ils n'arrivent pas à saboter ; empêcher ce qu'ils appellent de manière significative la « sympathie » des ouvriers de se concrétiser en *solidarité* active sur le terrain commun ; s'opposer au nom de la « responsabilité » aux décisions majoritaires des grévistes (comme à l'atelier 77 de Boulogne) — alors qu'ils s'empressent d'invoquer la « démocratie » et le préalable des « faits majoritaires » contre toute action de classe ; accuser de provocation les ouvriers qui s'efforcent de propager et d'organiser la lutte ; appeler au « renforcement de l'action » et dénoncer en même temps les « irresponsables » qui s'entêtent dans leur volonté de s'organiser et de continuer un mouvement qui présentait au départ toutes les conditions pour un élargissement, donnant ainsi les coudés franches au patronat pour les mises à pied individuelles (cette attaque a été préparée par l'accord CGT-CFDT de juin 1974 contre les comités de lutte spontanés) ; annoncer la reprise du travail alors que c'est un mensonge manifeste ; donner à la direction, sous prétexte d'éviter le lock-out, tous les moyens concrets de le réaliser, comme en 1971 et en 1973 ; enfin, devant le fait accompli, pleurnicher dans les antichambres ministérielles — leur terrain favori — sur les mesures de force prises par un patronat qui, lui, ne se paye pas de mots, car il sait qu'il peut bien compter avec ces directions syndicales pour diviser et entraver les tentatives prolétariennes.

★

Trois semaines d'agitation continue en dépit de l'action convergente et coordonnée du patronat et des syndicats dans un de leurs fiefs nationaux, c'est à la fois l'expression de l'indispensable réaction ouvrière devant une situation de crise et d'insécurité grandissante ; un indice de la résistance physique et morale des prolétaires contre les effets de l'exploitation capitaliste ; et un des épisodes, aujourd'hui encore isolés et sporadiques, de l'affrontement entre l'élan prolétarien et le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

(suite page 4)

DANS CE NUMERO

- La Journée internationale des travailleuses : le 8 mars, journée prolétarienne.
- Radiographie politique de la LCR (III).
- Suisse : les « solutions » dérisoires du réformisme.
- Un tract du parti à Renault.

IMMIGRÉS, APRÈS MONTPELLIER

Porter la lutte sur un terrain de classe

Comment rendre plus efficace la lutte de défense contre les attaques de la bourgeoisie ? Comment réagir au sabotage de l'opportunisme ? Comment s'organiser ? Telles sont les questions qui se posent aux noyaux d'ouvriers combattifs qui tendent à unir leurs efforts contre les empiètements toujours plus grands du capital et contre la politique de collaboration de classe.

Ces problèmes, qui se posent avec une acuité particulière aux travailleurs immigrés en lutte, ont été au centre du colloque organisé à Montpellier les 15-16 février derniers par le Mouvement des Travailleurs Arabes et les Comités de Soutien aux travailleurs immigrés sans-papiers, avec la participation de nombreux militants d'extrême-gauche. Sans entrer dans le détail du débat, on peut regretter que celui-ci ait, dans l'ensemble, été situé sur un terrain *formel*, celui de l'opposition entre deux recettes différentes d'organisation, les uns proposant l'organisation autonome des travailleurs immigrés tant par rapport au « mouvement de soutien des Français » comme garantie en soi de leur « autonomie » face à l'opportunisme, les autres défendant la syndicalisation des travailleurs immigrés comme garantie en soi de l'« unité de classe ».

En fait, comme nous l'avons souvent développé dans ces colonnes et rappelé à Montpellier, même si les formes d'organisation ne sont nullement indifférentes, le problème de la défense prolétarienne et, au-delà, de la reconstitution de la force de classe du prolétariat n'est pas en premier lieu un problème de forme, mais de contenu de lutte, c'est-à-dire d'orientation. L'autonomie de classe du prolétariat et son unification ne peuvent se conquérir que par lutte sur un terrain *de classe* contre la bourgeoisie et ses agents « ouvriers » qui trahissent et affaiblissent les positions prolétariennes. Cette lutte pour faire triompher les méthodes et les revendications de classe contre l'orientation pacifiste et collaborationniste des directions social-chauvines doit être portée partout où il y a des ouvriers, organisés ou non, syndiqués ou non.

A cet égard, le refus de travailler dans les syndicats ne constitue en soi ni un remède contre l'opportunisme lui-même, ni une garantie de réelle autonomie de classe. Il n'est pas un remède contre l'opportunisme, car négliger de porter la lutte contre celui-ci également à l'intérieur des syndicats où il domine, c'est abandonner précisément

(suite page 4)

Mythes et réalités du socialisme péruvien

84 morts, 162 blessés officiels : tel est le bilan du mitraillage des masses prolétariennes qui, ce mois dernier, se sont précipitées des collines entourant la capitale péruvienne pour essayer d'alléger, en pillant le centre de la ville provisoirement dégarni par l'armée, cette misère caractéristique du mal-nommé « tiers-monde ». Ce bilan vient s'ajouter à ces « faits d'armes » du régime péruvien que furent les massacres paysans de Huanta (1969), Ayacucho (1969), Bagua (1970) et Cobriza (1971), sans parler de la répression sélective qui s'abat sur les prolétaires combattifs et les dirigeants paysans révolutionnaires de ce Pérou qui,

à en croire les plumitifs adorateurs du régime, incarnerait une nouvelle voie contre la misère et l'exploitation des peuples arriérés, une voie d'autant plus estimable que la seule violence reconnue et « autorisée » est exercée par les pouvoirs « historiquement constitués ». Tout un beau monde d'écrivains stipendiés, de spécialistes « objectifs », de politiciens corrompus, de bureaucrates rassasiés et d'anciens militants révolutionnaires achetés, vante les « horizons infinis » de possibilités révolutionnaires renfermées dans les armées officielles dont on célèbre la « sensibilité populaire ». Qu'en est-il vraiment ?

Véritable semi-colonie américaine, le Pérou est aux prises avec la décomposition d'un régime social lié à une structure agraire archaïque, avec un système de vases communicants qui la relie et la subordonnent au marché international et à la domination de l'impérialisme dont les capitaux contrôlaient en 1969, l'année de la « révolution », plus de 84 % de l'industrie minière, près de la moitié de la pêche, une très grosse partie du capital bancaire et du

commerce extérieur, les grandes exploitations de sucre et les branches les plus importantes de la rachimite industrie manufacturière qui, en fait, est réduite au montage et à l'assemblage de produits élaborés à l'étranger.

Les révoltes paysannes des vallées de la Sierra, qui firent tache d'huile durant la période 1959-1965 — et qui furent impitoyablement réprimées par cette même armée qui prendra le pouvoir en 1968 — sont l'indice certain que la ques-

tion paysanne était désormais à l'ordre du jour.

En 1961, 4.000 propriétaires terriens (représentant 0,5 % des exploitations) possédaient 75 % des terres, tandis qu'à l'autre extrémité de l'échelle, 775.000 petites exploitations paysannes (représentant 91,8 % des exploitations) n'occupaient que 8,5 % des terres (encore 586.000 de ces exploitations étaient-elles absolument misérables), et que 190.000 ne possédaient pas de terre du tout : cela donne un profil agraire latifundiaire encore plus marqué que dans le cas de la propriété foncière russe avant la révolution d'Octobre (voir le tableau ci-dessous et les chiffres que donne Lénine dans *Le programme agraire de la social-démocratie russe*, *Euvres*, tome 13), mais c'est somme toute insuffisant pour caractériser un régime agraire imprégné jusqu'à la moelle par des rapports précapitalistes et couronné par le gamonalismo, l'en-

(Suite page 2)

RÉUNION PUBLIQUE A LILLE

samedi 15 mars, à 20 h 30

82, rue du Marché (quartier Wazemmes)

POUR UN ANTIMILITARISME DE CLASSE

Radiographie politique de la L. C. R. (III)

(Le début de cet article a paru dans les nos 190 et 191 du «Proletaire»).

Tels principes, telle tactique...

Les Thèses Politiques du 1^{er} Congrès de la LCR (décembre 1974) énoncent ses «priorités d'action». Il est impossible d'en faire ici une analyse exhaustive. Disons pour l'instant qu'elles vont des revendications les plus classistes aux plus pourries; des mots d'ordre transitoires (en ce sens qu'ils sont susceptibles de s'intégrer dans le programme immédiat de la dictature prolétarienne) à des revendications politiques basement libérales.

Ainsi trouve-t-on la lutte pour l'augmentation des salaires, à côté de l'«échelle mobile», comprise à la façon trotskyste comme partie intégrante du contrôle ouvrier sur les mécanismes de la production en général; le juste combat contre les licenciements, de pair avec l'opposition à la privatisation du secteur nationalisé, aujourd'hui tout à fait légalitaire et opportuniste; la revendication toujours légitime de la diminution de la journée de travail, avec celle de l'échelle mobile du temps de travail (?!), qui pourrait traduire cet autre objectif que le pouvoir prolétarien devra imposer, à savoir le travail obligatoire; le mot d'ordre indispensable de la défense ouvrière, lié à celui du contrôle ouvrier de la production, qui n'a de valeur révolutionnaire que par la direction qu'il imprime à la lutte ouvrière en la faisant passer du simple terrain de la revendication économique à celui de la «revendication» tendancielle du pouvoir, et qui n'a de sens et de possibilité de se réaliser que si ce contrôle est exercé par la dictature; la nécessaire défense des prolétaires sous les drapeaux contre le despotisme de la hiérarchie militaire, accompagnée de la revendication de la suppression des tribunaux et de la dissolution de la Sécurité Militaire, qui supposent la destruction même de l'armée.

Etant donné que la LCR reconnaît qu'il n'existe pas actuellement de crise révolutionnaire, le sens des revendications transitoires citées parmi les «priorités d'action» n'est pas d'avancer certains objectifs lors de crises révolutionnaires pour faire converger dans un seul et même combat pour le pouvoir les masses poussées à la lutte contre la hiérarchie militaire, le chômage, ou encore contre les fermetures d'usines qui tendent à désorganiser le mouvement ouvrier. Pour Trotsky, le recours à ces revendications trouvait du moins une justification dans la théorie selon laquelle les forces productives avaient désormais atteint sous le capitalisme leur point d'expansion maximum, posant ainsi les conditions objectives de la révolution, pour laquelle, à la rigueur, toute revendication minimum prendrait le caractère de revendication transitoire. Pour la LCR bien au contraire, ces revendications visent à donner naissance à cette crise et à ce combat.

Comme l'affirment les thèses du X^e Congrès de la IV^e Internationale, il s'agirait d'intervenir «systématiquement dans toute agitation ouvrière, dans toutes les grèves et les campagnes revendicatives, en posant la problématique [?] d'ensemble du programme de transition, en défendant une série de revendications axées sur les mots d'ordre de contrôle ouvrier qui ont aujourd'hui une place de plus en plus centrale et QUI MENENT OBJECTIVEMENT les travailleurs à contester l'autorité du patronat et de l'Etat bourgeois et à CREER DES ORGANES DE DUALITE DE POUVOIR» (page 36).

C'est toujours le mécanisme antidialectique des spontanés, alternant paradoxalement avec le volontarisme; les mots d'ordre transitoires «mènent objectivement» aux organes de double pouvoir (du «contrôle ouvrier» aux comités d'usine, par exemple, baptisés organes de pouvoir... dans l'entreprise). A leur tour, ceux-ci «mènent objectivement» à la violence bourgeoise, provoquant par contre-coup l'insurrection...

Qu'on est loin de l'esprit et de la lettre des discours bolcheviques au III^e Congrès de l'Internationale

Communiste, luttant contre la théorie selon laquelle l'action engendre l'action, apprenant aux infantiles occidentaux qu'il s'agit de préparer les conditions de la victoire en forgeant un solide parti centralisé et discipliné, en étendant son influence parmi les masses combattantes, en assurant la plus grande efficacité aussi bien à la lutte défensive qu'à la lutte offensive, en préparant donc les conditions qui, lors de crises révolutionnaires, permettront aux communistes de conduire le prolétariat à l'assaut insurrectionnel, à travers une stratégie rigoureusement établie par le parti, aux antipodes donc du «fatalisme dynamique» du spontanéisme aventuriste!

L'extrait suivant des Thèses de Rome du Parti Communiste d'Italie (1922) analyse les problèmes de l'action tactique lorsque le parti est à même de prendre des initiatives permettant d'asséner un coup qui affaiblisse gravement le pouvoir bourgeois, voire permettant de l'abattre; il montre que la question de la tactique et du problème difficile du choix des mots d'ordre n'a rien à voir avec un livre de recettes sagement pré-établi une fois pour toutes, et qu'il s'agirait d'appliquer pour que la révolution puisse jaillir:

«Il n'est pas exclu non plus que le Parti juge opportun de lancer directement un mot d'ordre d'action tout en sachant qu'il ne s'agit pas encore de prendre le pouvoir, mais seulement de conduire une bataille dont le prestige et l'organisation de l'adversaire sortiront ébranlés et qui renforcera matériellement et moralement le prolétariat. Dans ce cas, le Parti appellera les masses à la lutte soit pour des objectifs réellement à atteindre, soit sur des objectifs plus limités que ceux qu'il se propose d'atteindre en cas de succès. Dans le plan d'action du Parti, ces objectifs devront être ordonnés selon une progression de façon à ce que chaque succès puisse constituer une plateforme d'attente lui permettant de se renforcer pour les luttes suivantes. On évitera le plus possible la tactique désespérée consistant à se lancer dans la lutte dans des conditions telles que les seules pos-

sibilités soient ou bien le triomphe de la révolution, ou bien, dans le cas contraire, la certitude de la défaite et de la dispersion des forces prolétariennes pour une durée imprévisible. Les objectifs partiels sont indispensables pour conserver à coup sûr le contrôle de l'action, et on peut les formuler sans entrer en contradiction avec la critique que le Parti fait de leur contenu économique et social quand ils sont considérés comme des fins en soi dont les masses pourraient se satisfaire après les avoir atteintes, et non pas comme l'occasion de luttes qui sont un moyen, un pas vers la victoire finale.

«Bien entendu, la détermination de ces objectifs et des limites de

l'action est toujours un problème terriblement délicat; c'est par l'expérience, et par la sélection de ses chefs, que le Parti devient capable d'assumer cette suprême responsabilité» (Défense de la continuité du programme communiste, p. 57).

On ne pouvait mieux expliquer que le parti est nécessaire comme état-major des forces révolutionnaires, et non comme aiguillon des masses; que les mots d'ordre partiels sont indispensables comme objectifs proches sur le vaste terrain de la guerre de classes telle qu'elle est, et non comme panacées miracles pour créer de toutes pièces une situation telle qu'on voudrait qu'elle soit.

De l'Assemblée Populaire révolutionnaire à l'Assemblée... Constituante...

Pour combattre cette tendance inhérente à l'impérialisme qu'est la fascisation croissante du régime politique, la LCR réclame certaines réformes de l'Etat, en particulier une Assemblée Constituante élue à la proportionnelle.

Il est clair que le mouvement ouvrier doit se défendre contre les tendances à la fascisation, mais cette défense doit s'effectuer selon les principes du communisme, jamais selon ceux de la démocratie, encore moins en adoptant les objectifs périmés de la démocratie bourgeoise, dont l'expression achevée est l'Assemblée Constituante, prétendue forme suprême de la souveraineté populaire. Historiquement, c'est réactionnaire, parce que c'est la démocratie elle-même qui «se fascise», si l'on peut dire, reflétant le processus de concentration croissante du capital, et préparant ainsi, quand l'heure sonnera, le fascisme tout court; programmiquement, cela n'a rien à voir avec la lutte pour la dictature prolétarienne; politiquement, il est catastrophique de proposer au prolétariat la lutte pour des objectifs qui ne sont plus les siens et que le développement historique a d'autre part vidés de tout contenu réel.

La revendication d'une Assemblée Constituante par les bolcheviques dans la Russie tsariste était l'enveloppe politique d'une révolution

antiféodale... achevée en France depuis plus d'un siècle. Et pourtant, la nécessité pour le prolétariat de dissoudre cette Assemblée pour mener à bien la «révolution double» a été l'une des plus éclatantes «leçons d'Octobre». Pour des pays pleinement bourgeois, pis, pour des pays d'impérialisme pourrissant, une telle revendication ne peut conduire qu'au marais du centrisme et aux égouts de la social-démocratie. Cette revendication fut celle non seulement des réformistes italiens, des «majoritaires» et des indépendants de droite allemands, mais aussi du centrisme italien (Serrati) et allemand «de gauche» (Richard Müller), pour qui elle était un prétendu «premier pas» à dépasser plus tard par le régime soviétique.

En l'adoptant, la LCR ne provoque donc pas une «surprise historique», tant s'en faut; elle ne fait que révéler ici aussi cette étoffe centriste «de gauche» qui est la sienne.

(à suivre).

PERMANENCES

A AMIENS

● Les dimanches 16 et 30 mars de 10 h à 12 h, café «A l'habitude» (Tour Perret).

Mythes et réalités du socialisme péruvien

(Suite de la page 1)

semble organique des rapports sociaux de type féodal qui permet à la «société civile» de vivre sur le dos d'une paysannerie qu'elle exploite sans fin.

Le pongaje (système fondé sur l'impôt en travail de toute la famille paysanne en échange d'un maigre lopin des plus mauvaises terres), le colonato (transition hybride du pongaje vers l'impôt en espèces) et le métayage, sont les rapports dominants, tous accompagnés de rapports de servage qui font de la paysannerie de la Sierra et de la Ceja de Selva (plus du 50 % du total) une caste taillable et corvéable, exploitée par l'Ordre des propriétaires absenteïstes dans des conditions antédiluviennes.

Ce tableau de l'agriculture montagnarde, auquel on doit ajouter

l'antagonisme séculaire entre le latifundium et les 3.000 communautés indigènes (dont bon nombre présentent un caractère «captif» à l'intérieur des grosses propriétés) de plus en plus pénétrées par le mercantilisme qui détruit sans merci les restes des rapports communautaires hérités des Incas, ne rend pas compte de tout le potentiel révolutionnaire de la campagne péruvienne. Il faut y ajouter celui de la côte, où subsiste à côté du régime du salariat dans les grosses plantations de canne à sucre, un stade rare de transition entre le métayage et le salariat, le yanaconzago, qui est en vigueur dans les plantations de coton.

L'extrême fragmentation des petites et moyennes «unités productives» — si l'on peut dire! — constitue l'indice certain de l'inadéquation du régime foncier aux

besoins du développement d'une économie paysanne qui végète dans la misère et la stagnation, comme le montre le fait qu'elle ne représente que 16 % du Produit Intérieur Brut alors qu'elle occupe 50 % de la population active.

Rendue désormais inévitable par l'évolution historique et les révoltes agraires en cours, organisées et orientées par des minorités radicalisées provenant des villes, la première tentative de transformation agraire par en haut a eu lieu sous le gouvernement de Belaúnde Terry en 1964 et a été accélérée par les militaires «révolutionnaires» en 1969.

Comme toute réforme qui va à l'encontre de la révolution paysanne, elle essaie simultanément de constituer une couche paysanne propriétaire aisée et riche (les koulaks), liée à la défense de la structure agraire générale, et de pousser — par la contrainte s'il le faut — à la transformation des propriétaires fonciers féodaux en grands bourgeois agraires.

Que la réforme des militaires constitue la voie opposée à la voie révolutionnaire, cela apparaît clairement à travers les massacres de paysans sous le gouvernement actuel et l'absence de participation populaire à sa politique; cela apparaît aussi à travers le fait que sont explicitement exclus de ses maigres bénéfices les paysans qui, en occupant des terres, passent outre les décisions administratives prises par une bureaucratie d'Etat chargée de mettre en pratique les orientations agraires du régime, et dont même un admirateur circonspéct de «l'expérience péruvienne» comme Carlos Malpica a pu dénoncer le manque de vocation révolutionnaire, le niveau indigent de préparation et l'immoralité mani-

feste — au service naturellement des propriétaires fonciers.

Quelques données suffisent pour montrer le contenu de cette tentative qui, en dépit de ce que prétendent les partisans béats de la «voie péruvienne», ne peut jamais atteindre rapidement ses buts et qui, pour réussir, exige (à condition de n'avoir pas été liquidée auparavant par la révolution paysanne) des dizaines d'années, comme l'ont montré le cas de l'Allemagne, celui de la Russie où la révolution a stoppé net les tentatives en fin de compte stériles de 1861 et de Stolypine (1906), et celui de l'Egypte avec cet équivalent du régime des militaires péruviens que fut le nassérisme.

En supposant que toute la terre soit distribuée à la paysannerie — hypothèse d'école exclue par la lettre même de la réforme, sans parler des mille moyens qu'ont les propriétaires d'échapper à la loi — Carlos Malpica a calculé, dans son livre *Le problème de la terre*, que sur 1.300.000 familles paysannes, 430.000 seulement bénéficieraient de lots de 5 ha sur la côte, de 10 ha dans la Sierra, et de 100 ha de pâturages naturels. Mais si l'on considère par ailleurs que les propriétaires actuels peuvent avoir — et auront sûrement grâce à la compromission de l'administration d'Etat avec le gamonalismo — des propriétés jusqu'à une surface de 600 ha sur la côte et entre 90 et 660 ha dans la Sierra, que les éleveurs peuvent garder jusqu'à 1.500 ha sur la côte, et ailleurs une surface où peuvent vivre jusqu'à 20.000 ovins, et que les grandes plantations ne sont pas partagées, le chiffre de 430.000 familles calculé hypothétiquement doit se dégonfler rapidement. Il est facile de conclure que le gamonalismo, avec son

réseau de rapports de servage, ne sera nullement vaincu par cette réforme blanche, car faute d'une mise en pièces des latifundia et de la classe des gros agrariens, l'écrasante majorité de la paysannerie sera toujours à sa merci, l'économie étant incapable d'offrir d'autres débouchés à la force de travail, comme en témoignent les bidonvilles de Lima qui comptent un million et demi de personnes, c'est-à-dire 11,5 % de la population totale du pays!

La lâcheté des militaires ne s'arrêtant pas là, il n'y avait en 1970 que 12 départements soumis à la réforme sur un total de 23 que compte le pays. Les expropriations sont indemnisées et payables sur une période de 20 ans, tandis que le bétail et les plantations doivent être réglés comptant d'après les prix du marché. Les installations, le matériel et les bâtiments sont payables au comptant jusqu'à un million de soles-or. Et les bons d'indemnisation, garantis par l'Etat, peuvent être transformés en argent liquide dès lors qu'ils sont investis dans l'industrie.

L'opposition, sans aucune énergie, de la classe des gros agrariens à cette réforme pitoyable, procède non pas de son prétendu caractère révolutionnaire, mais de l'inguerissable myopie et du parasitisme de cette classe, car aucune force ne serait capable de maintenir la situation telle quelle. La lutte contre la révolution paysanne ne passe plus aujourd'hui par le maintien d'un statu-quo qui craque de toutes parts, mais par la réussite — bien problématique en l'état actuel des choses — de la réforme agraire par en haut.

(à suivre)

STRUCTURE AGRAIRE DU PEROU

Surface par exploitation	Nombre d'exploitations (en milliers)	Surface totale par catégorie (en milliers d'ha)	% des exploitations	% de la surface totale	Nombre moyen de lopins de lopins par exploitation
moins de 3 ha	586	620	69,6	3,5	3,5
de 3 à 10 ha	189	894	22,3	5,05	3,5
de 10 ha à 50 ha	49	929	5,82	5,23	3,5
de 50 à 500 ha	14	1.985	1,66	11,19	2,5
plus de 500 ha	4	13.294	0,62	75,03	2,5
TOTAL	842	17.722	100	100	

Source: Primer Censo Nacional Agropecuario, 1961.

La Journée Internationale des Travailleuses : le 8 mars, journée prolétarienne et communiste

Au congrès de l'Internationale socialiste qui se tint à Copenhague en août septembre 1910, le 8 mars fut choisi, sur une proposition de Rosa Luxemburg et de Clara Zetkin, comme journée internationale des femmes prolétaires : il s'agissait donc d'une « fête » analogue au 1^{er} mai. Et, comme le 1^{er} mai, elle trouve son origine dans un épisode sanglant de la lutte de classe.

Deux années auparavant, en 1908, les ouvrières de l'usine Cotton, à New York, s'étaient mises en grève, et le patron avait riposté en les enfermant dans l'établissement. Le 8 mars, pour une raison inconnue, le feu ravagea l'usine, les ouvrières furent prises au piège et 129 périrent carbonisées.

Par la suite, le 8 mars devint une date importante dans la lutte de classe.

Le 8 mars 1917 (le 23 février selon le vieux calendrier russe), commence la révolution de février qui conduit au renversement du tsarisme, et voit la participation massive des ouvrières et des femmes prolétaires. Voici ce qu'en dit Trotsky, dans son Histoire de la Révolution russe : « En fait, il est donc établi que la Révolution de Février fut déclenchée par les éléments de base [...] et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres — les travailleurs du textile, au nombre desquels, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats. La dernière impulsion vint des interminables séances d'attente aux portes des boulangeries. Le nombre des grévistes, femmes et hommes fut, ce jour là, d'environ 90.000 [...]. Une foule de femmes, qui n'étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale pour réclamer du pain [...]. La « Journée des femmes » avait réussi, elle avait été pleine d'entraînement et n'avait pas causé de victimes ».

L'importance de l'apport des femmes à la révolution est confirmée par la Pravda du 18 mars, qui apporte ce témoignage : « Les femmes étaient plus que jamais combattives, et

pas seulement les travailleuses, mais aussi les masses de femmes qui faisaient la queue pour le pain ou le pétrole. Elles organisèrent des meetings, se réunirent dans la rue et se dirigèrent vers la Douma municipale, pour demander du pain ; elles arrêterent les tramways : « descendez, camarades ! » criaient-elles ; elles allèrent ainsi devant les usines et les bureaux et firent cesser le travail. Ce fut dans l'ensemble une journée resplendissante, et la température révolutionnaire commença dès lors à monter. » Le 19 mars, poursuit la Pravda, « les femmes descendirent les premières dans les rues de Pétersbourg. Bien plus, à Moscou, ce sont elles qui décidèrent dans bien des cas du sort de la troupe. Elles entrèrent dans les casernes et convainquirent les soldats de passer du côté de la révolution. Aux temps désolés de la guerre, les femmes avaient enduré d'inimaginables souffrances. Affligées par le départ des leurs au front, préoccupées par les enfants qui souffraient de la faim, les femmes ne cédèrent pas au désespoir. Elles brandirent le drapeau de la révolution ».

Le 8 mars entre donc dans la tradition de la lutte prolétarienne ; il est indissolublement lié à des épisodes inoubliables de la lutte de classe.

Aujourd'hui, après la tempête contre-révolutionnaire qui a détruit le parti révolutionnaire international du prolétariat et, en même temps, toutes les traditions prolétariennes, le caractère prolétarien et communiste du 8 mars est obscurci et déformé.

Depuis des années et des années, les Unions de Femmes liées aux partis nationaux-communistes fêtent cette journée au nom du progrès social dont nous jouirions, au nom des « conquêtes obtenues » et des lois approuvées au Parlement. Non pas journée de lutte mais de distractions, soirées dansantes, fêtes d'enfants, projections de films, journée de propagande réformiste. L'ONU elle-même, qui a proclamé 1975

année de la femme, fête le 8 mars avec une démagogie révoltante.

Les féministes de leur côté, célèbrent le 8 mars comme journée, non de la prolétaire, mais de la femme en général, ou mieux de la ménagère. Et pour faire leur cette journée elles doivent en altérer le sens ; c'est ainsi que, selon elles, les femmes luttèrent dans la révolution russe pour le mariage civil, les lois sur l'égalisation des droits des enfants légitimes naturels, sur le divorce, les congés de maternité, sur la libéralisation de la contraception et de l'avortement. Ceci n'est pas vrai ! Affirmer que les femmes russes luttèrent seulement pour cela, revient à ravalier leur lutte au simple niveau de revendications réformistes bourgeoises. Les prolétaires russes ne luttèrent pas seulement contre le mariage religieux ou l'infériorité juridique, mais contre tout l'ordre social existant qui déterminait aussi ces contradictions ; elles ne luttèrent pas seulement pour l'égalité juridique et une série de droits, ou pire, pour un prétendu bien-être social, mais surtout pour contribuer à l'assaut contre le capitalisme international en vue d'un ordre social différent ; et de cela, les plus avancées étaient parfaitement conscientes. C'est pour cela qu'elles furent capables de supporter de durs sacrifices encore pendant des années, comprenant que ce qu'elles avaient obtenu sur le plan juridique n'avait pas résolu leurs problèmes, qui étaient liés à la structure encore capitaliste (quand elle n'était pas plus arriérée) de la société russe, mais avait simplement mis en évidence les racines de leurs maux.

En souvenir des ouvrières de New York, de Péetrograd et du monde entier, nous célébrons le 8 mars comme journée internationale de la femme prolétaire, journée prolétarienne et communiste. Et nous ne pourrions mieux faire que de publier dans ce journal un article de Lénine, du 4 mars 1921, consacré à la Journée internationale des travailleuses (Œuvres, tome 32).

Le trait essentiel, fondamental du bolchévisme et de la Révolution d'Octobre, c'est d'amener à la politique ceux qui étaient le plus opprimés sous le régime capitaliste. Les capitalistes les étouffaient, les dupaient et les pillaient aussi bien sous la monarchie que dans les républiques bourgeoises démocratiques. Cette oppression, cette duperie, ce pillage du travail populaire étaient inévitables tant que subsistait la propriété privée de la terre, des fabriques et usines.

L'essence du bolchévisme, du pouvoir soviétique est de remettre tout le pouvoir d'Etat entre les mains des masses laborieuses exploitées, en dévoilant la duperie et l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, en abolissant la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. Ce sont ces masses qui prennent en mains la politique, c'est-à-dire l'édification de la société nouvelle. C'est une œuvre difficile, les masses sont abruties et accablées par le capitalisme, mais il n'existe pas, il ne peut exister d'autre issue à l'esclavage salarié, à l'esclavage capitaliste.

On ne saurait amener les masses à la vie politique sans y attirer les femmes. Car en régime capitaliste, les femmes, la moitié de l'espèce humaine, sont doublement exploitées. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital, et par surcroît, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, premièrement elles ne jouissent pas de tous les droits, car la loi ne leur confère pas l'égalité avec les hommes ; deuxièmement, et c'est là l'essentiel, elles restent confinées dans l'esclavage domestique, elles sont des « esclaves

du foyer » accablées par les travaux ménagers, les plus mesquins, ingrats, durs et abrutissants, et en général par les tâches domestiques et familiales individuelles.

La révolution bolchévique, soviétique, coupe les racines de l'oppression et de l'inégalité des femmes de façon extrêmement profonde, comme aucun parti et aucune révolution du monde n'ont osé les couper. Chez nous, en Russie soviétique, il ne subsiste pas trace de l'inégalité des femmes par rapport aux hommes au regard de la loi. Le régime des Soviets a totalement aboli l'inégalité odieuse, basse, hypocrite dans le droit matrimonial et familial, l'inégalité touchant l'enfant.

Ce n'est là que le premier pas vers l'émancipation de la fem-

me. Aucun des pays bourgeois, même parmi les républiques les plus démocratiques, n'a osé faire ce premier pas. On n'a pas osé, par crainte de la « sacrosainte propriété privée ».

Le deuxième pas et le principal a été l'abolition de la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. C'est cela et cela seul qui fraye la voie de l'émancipation complète et véritable de la femme, l'abolition de l'esclavage domestique » grâce à la substitution de la grande économie collective à l'économie domestique individuelle.

Cette transition est difficile ; il s'agit de refondre l'« ordre de choses » le plus enraciné, coutumier, routinier, endurci (à la vérité, c'est plutôt une monstruosité, une barbarie). Mais

cette transition est entreprise, l'impulsion est donnée, nous sommes engagés dans la nouvelle voie.

En cette journée internationale des ouvrières, on entendra dans les innombrables réunions des ouvrières de tous les pays du monde, saluer la Russie soviétique qui a amorcé une œuvre incroyablement dure et difficile, une grande œuvre universelle de libération véritable. Des appels galvanisants inciteront à ne pas perdre courage face à la réaction bourgeoise, furieuse, souvent même sauvage. Plus un pays bourgeois est « libre » ou « démocratique », et plus les bandes capitalistes sévissent avec fureur et sauvagerie contre la révolution des ouvriers ; c'est le cas pour la République démocratique des

Etats-Unis d'Amérique. Mais la masse ouvrière s'est déjà réveillée. La guerre impérialiste a définitivement éveillé les masses, endormies, somnolentes, inertes de l'Amérique, de l'Europe et de l'Asie arriérée.

La glace est brisée dans toutes les parties du monde.

L'affranchissement des peuples du joug impérialiste, l'affranchissement des ouvriers et des ouvrières du joug capitaliste avance irrésistiblement. Des dizaines et des centaines de millions d'ouvriers et de paysans, d'ouvrières et de paysannes ont fait progresser cette œuvre. Voilà pourquoi l'affranchissement du travail délivré de la servitude capitaliste triomphera dans le monde entier.

4 mars 1921.

N. LENINE.

SUISSE Les « solutions » dérisoires du réformisme

Dans une « importante prise de position », où il revendique « une autre politique » et « une autre majorité », le Parti du Travail de Genève, annonçant la politique à venir du PST, vient de publier son plan de « relance économique » pour faire face à la « sérieuse dégradation de la situation économique » et proposer une alternative au « malthusianisme économique » des Etats cantonaux et fédéral.

Sa démonstration de l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre la crise ne le distingue fondamentalement en rien de celle-ci. Parti du Travail et bourgeoisie partent tous deux de la même prémisse qui fait dépendre les conditions d'existence du prolétariat de la santé de l'économie nationale (et non du rapport de force entre les classes), pour en conclure pareillement que seule la guérison de cette économie tirera les ouvriers de la misère dans laquelle la crise les a plongés et que, par conséquent, les revendications ouvrières doivent être mises en veilleuse pour ne pas entraver le processus de redressement économique.

Mais pour tenter d'échapper à la récession, il n'existe en régime capitaliste qu'une seule solution, base de tous les « plans de relance » : exporter plus, importer moins, autrement dit engorger toujours plus un marché déjà sursaturé ! Le PdT, qui ne remet surtout pas en question cette loi fondamentale du capitalisme, pousse donc l'Etat à prendre les mesures nécessaires pour redonner à l'économie helvétique la force qui lui permettrait, dans une guerre économique sans merci, d'augmenter ses débouchés sur le marché mondial. Cette force, le capitalisme ne peut la trouver (mais les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat se gardent bien de le dire) que dans l'exploitation en-

core plus effrénée des prolétaires afin de rendre ses produits plus compétitifs à l'extérieur des frontières nationales. Ce que ne dit pas non plus le PdT c'est que l'exacerbation de la concurrence produite par cette fuite en avant individuelle de tous les pays capitalistes, à laquelle il souscrit, ne fait qu'approfondir la crise internationale et jeter toujours plus de sans-réserves sur le pavé.

Défendre l'économie nationale c'est donc soumettre le prolétariat aux conséquences de l'anarchie du mode de production capitaliste, qui ne peut échapper aux crises qu'il provoque qu'en préparant de nouvelles crises toujours plus vastes ! C'est dans cette défense que le PdT se lance en opposant à la politique de restriction budgétaire du gouvernement une politique d'investissement du capital de l'Etat dans le domaine public « générateur d'activités » : « ... C'est pourquoi il faut appliquer une autre politique, en relançant l'économie et en assurant le plein emploi avec l'aide des pouvoirs publics » (Voix Ouvrière du 31-1-75).

Mais pour accomplir son œuvre de laquais, le PdT a besoin du concours des forces de droite « non-réactionnaires » (?) : « Face à l'offensive réactionnaire [allusion au parti Radical, au parti Libéral et à « Vigilance », parti d'extrême-droite - Ndr] il faut riposter par la formation d'un front uni démocratique et populaire. Au-delà de la traditionnelle collaboration des forces politiques de gauche, ce front devrait rassembler des organisations politiques, syndicales et sociales, notamment les milieux chrétiens. Sur la base de ces lignes d'actions générales pourrait se forger une autre majorité dans l'opinion, au Parlement et même au gouverne-

ment » (ibidem - souligné par nous). Le PdT fait ensuite appel à la « volonté de changement » du très bourgeois parti Démocrate-chrétien pour construire ce « front de vaste rassemblement démocratique et populaire » destiné à lutter pour « l'intérêt présent et futur du canton [sic] et de tous les travailleurs de Genève ».

L'opportunisme, qui ne désespère pas d'être appelé au pouvoir pour gérer le capitalisme, ne peut donner d'autre perspective que celle qui consiste à faire croire aux ouvriers que la défense de leurs intérêts passe par l'union au sommet de toutes les « forces démocratiques et populaires » pour sauver l'économie nationale ; c'est pourquoi il leur fait croire que le capitalisme peut engendrer autre chose que crise et chômage (la Voix Ouvrière du 1-2-75 ne soulignait-elle pas dans son éditorial : « Non la crise n'est pas fatale. L'austérité peut être évitée ».) et ne peut que se taire sur la garantie de paix sociale concrétisée par la « Paix du Travail ».

De la rupture de ce pacte social dont le but est d'obliger les prolétaires à subir sans broncher les attaques du Capital, le PdT ne dit pas un trait mot, car pour ces renégats ce n'est pas dans les rangs ouvriers et par la lutte de classe que se défendent les intérêts prolétaires, mais à la tribune parlementaire par des discours devant une assemblée de députés bourgeois assoupis, et par un attirail de réformes, du style initiative « contre la vie chère », ayant comme perspective d'accroître la puissance d'intervention de l'Etat dans l'économie, ou en d'autres termes de redorer à leur manière l'impérialisme suisse.

Alors que la « Paix du Travail » asservit depuis des décennies les prolétaires à leur bourgeoisie, les divise et les désorganise, le PdT appelle les ouvriers à se préparer à retrousser leurs manches une fois de plus pour « relancer l'économie ». A la parole chauvine, à la politique capitalarde du stalinisme, les ouvriers doivent répondre par l'action prolétarienne contre la paix sociale, sans chercher leur salut dans une participation au gouvernement ni dans le secours « providentiel » apporté à l'économie par un Etat dont ils n'ont à souhaiter et à préparer que la destruction. Les prolétaires n'ont pas d'appel à faire aux « pouvoirs publics », qui ne sont autre chose que l'instrument de répression qui s'abat continuellement sur eux pour mieux les soumettre à la volonté du développement capitaliste ; leur union doit se réaliser contre cette trique dont le dernier des coups qu'ils ont eu à essuyer est la circulaire de l'OFIAMI (1) qui demandait notamment au patronat de s'attaquer d'abord aux travailleurs étrangers en cas de difficultés. Ils ont à abattre les divisions de nationalités et de catégories pour s'unir contre les attaques de la bourgeoisie et de son Etat, contre la « Paix du Travail » et ses avocats, contre le front parlementariste que leur proposent partis opportunistes et syndicats.

Au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme pour défendre l'économie nationale au détriment de leurs intérêts de classe exploitée par le Capital, ils ont à opposer le FRONT UNIQUE DU PROLETARIAT.

(1) Office Fédéral de l'Industrie des Arts et Métiers et du Travail.

PRESSE INTERNATIONALE

Sommario del nr. 4 (20 febbraio 1975) del nostro quindicinale in lingua italiana.

il programma comunista

- Il proletariato e la crisi
- I risultati della « prosperità » borghese
- O. Bauer, il centrismo o la rivoluzione altrui
- Portogallo : il problema del sindacato unico
- Lettera dalla Sardegna
- Dalla Francia, una traccia sicura
- La crisi e la politica del PCI (III)
- L'ennesima tragedia mineraria
- Coesistenza pacifica
- L'opportunismo scava la fossa ai disoccupati
- Vita di Partito

Renault

(Suite de la page 1)

Mais c'est aussi un indice de la longueur de la pente à remonter pour arriver à transformer ces étincelles en flammes, pour constituer un front prolétarien ni circonstanciel ni sporadique, qui puisse représenter une tentative sérieuse et structurée de défense et d'attaque.

A une échelle encore réduite, cette grève, comme celle des postiers, montre bien les limites de la « spontanéité » abandonnées à elle-même, même quand il s'agit de la « simple » défense matérielle des travailleurs qui se heurtent à l'action coordonnée, sérieusement préparée et bien rodée, de la classe dominante et de ses laquais « ouvriers ».

Il est non seulement faux mais catastrophique de tirer des derniers événements, comme le font de nombreux groupes d'extrême-gauche, une exaltation de la « spontanéité », sans rappeler et ses limites et les devoirs que ces sursauts nécessaires des masses imposent à la minorité d'avant-garde au sens large.

Les travailleurs de Renault, dans leur obstination à recommencer toujours à lutter, mais sans pouvoir parvenir à surmonter les obstacles et les trahisons, témoignent du besoin aigu d'organisations de classe larges, ouvertes et permanentes, capables de capitaliser la spontanéité ouvrière en créant un lien entre les vagues successives de lutte et en unissant en seul mouvement les impulsions isolées mais en fait convergentes d'organisations capables également de déjouer les manœuvres de l'opportunisme et de parer à sa trahison inévitable.

La lutte des travailleurs de Renault souligne aussi l'ampleur

des tâches du parti — qu'il ne peut malheureusement affronter encore aujourd'hui que dans d'étroites limites.

C'est en effet son action décidée, fermement orientée par les principes sûrs du mouvement ouvrier, qui rendrait possible un front uni ouvrier conséquent regroupant indépendamment de leur appartenance politique tous les travailleurs disposés à se battre contre l'« union sacrée » de la bourgeoisie et du réformisme.

Pour le parti, le terrain de la défense matérielle des travailleurs n'est ni secondaire ni épisodique. C'est un champ d'action primordial pour assurer le maximum de portée et d'efficacité à la « spontanéité » ouvrière, pour étendre le rayon de notre influence et, du même coup, renforcer le parti lui-même.

L'agitation sociale en cours, indépendamment de ses développements ultérieurs, est un clair rappel de la nécessité de l'urgence de ce que Lénine appelait l'« organisation des révolutionnaires professionnels » :

« J'affirme : 1°) qu'il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire solide sans une organisation de dirigeants stable et qui assure la continuité du travail ; 2°) que plus nombreuse est la masse entraînée spontanément dans la lutte, formant la base du mouvement et y participant, et plus impérieuse est la nécessité d'avoir une telle organisation, plus cette organisation doit être solide (sinon il sera plus facile aux couches arrières de la masse) ; 3°) qu'une telle organisation doit se composer principalement d'hommes ayant pour profession l'activité révolutionnaire » (Que Faire ?).

Il n'y a pas d'autre voie pour

assurer la défense conséquente des intérêts matériels et, au-delà, des intérêts historiques de la classe prolétarienne.

PERMANENCES DU PARTI

● **A Lille** : le dimanche de 10 h à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes).

● **A Marseille** : les samedis 8 et 22 février, 8 et 22 mars, de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

● **A Paris** : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● **A Strasbourg** le mercredi de 18 à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couplés, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● **A Toulouse** : le samedi de 16 h à 18 h, café « Le Béarn », place Saint-Michel.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

IMMIGRÉS, APRÈS MONTPELLIER

(Suite de la page 1)

à sa direction les ouvriers qui y sont organisés. Il n'est pas une garantie d'autonomie : la meilleure preuve c'est que les Comités de Soutien, principaux défenseurs de l'« autonomie du mouvement » par rapport aux syndicats, se situent eux-mêmes sur un plan inter ou a-classiste, et c'est cela qui compte. Faute de revendiquer les méthodes de la lutte de classe, ils ne peuvent constituer à l'heure actuelle qu'un regroupement de bonnes volontés sur le plan d'un soutien purement extérieur et paternaliste, et ce malgré leurs efforts pour prendre des initiatives en dehors des syndicats : il est symptomatique que l'Eglise y joue un rôle déterminant, et l'opportunisme a beau jeu de les accabler de ses sarcasmes.

De plus, si le mouvement ouvrier des métropoles impérialistes doit défendre inconditionnellement le droit, pour les travailleurs immigrés, en particulier ceux provenant de colonies ou semi-colonies, de se donner les organisations qu'ils entendent, théoriser qu'ils doivent être organisés exclusivement ou même en premier lieu à part, c'est tendre à institutionnaliser le cloisonnement en nationalités dans le prolétariat ; c'est, encore une fois, limiter la solidarité avec les travailleurs immigrés à un « soutien » extérieur, alors qu'elle doit être la nécessaire conséquence de l'appartenance à une seule et même classe, ayant les mêmes intérêts à défendre et le même ennemi.

Vice versa la propagande pour la syndicalisation des travailleurs immigrés, présentée comme le cadre obligatoire de leur jonction avec les travailleurs français, alors que de surcroît sont passées sous silence la nécessité d'une rupture totale avec l'opportunisme et ses méthodes de collaboration de classe, et l'impossibilité de trouver en lui un appui pour la défense des intérêts même immédiats des travailleurs, revient en fait à travailler comme auxiliaire de l'opportunisme lui-

même. Cette position, développée en particulier par la LCR, est tout aussi sectaire que l'antisindicalisme de principe, car elle pose à la lutte des préalables qui, de fait, excluent les ouvriers les plus combattifs qui quittent les syndicats ou refusent d'y entrer parce que ceux-ci les trahissent. Pire, elle est défaitiste, car elle s'accompagne de l'idée que, loin d'être irréductiblement un agent de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, l'opportunisme peut constituer un point d'appui : d'où la nécessité de le ménager en dissimulant, du moins en partie, les « divergences » ; d'où aussi la nécessité, si on veut avant tout que les travailleurs immigrés entrent dans les syndicats, de ne pas les en dégoûter a priori par des attaques trop vives. Autant de bonnes raisons pour mettre une sourdine à la critique de l'opportunisme et pour « oublier » que seule la vérité est forte et peut armer le prolétariat en lui indiquant par avance les obstacles et les ennemis à combattre pour rendre sa lutte, même de défense immédiate, plus efficace. De là à blanchir l'opportunisme contre les accusations de ceux qui sont déjà entrés en lutte malgré et contre lui, il n'y a qu'un pas.

Les lacunes mêmes du colloque de Montpellier attestent les grandes difficultés que les travailleurs combattifs — immigrés ou non — rencontrent et rencontreront encore dans leur lutte pour réagir contre l'infâme politique de division de l'opportunisme et faire leur jonction avec les masses qu'il influence. Les prolétaires ne pourront reconstituer leur force que par des efforts longs et tenaces, y compris pour se débarrasser des obstacles que constituent les orientations politiques erronées des groupes situés à gauche de l'opportunisme officiel qui aspirent à les organiser.

Pour être la plus efficace aujourd'hui, et pour préparer dans les meilleures conditions le front prolétarien pour les combats plus larges de demain, la lutte de défense prolétarienne (et donc les organes qu'elle se donne) doit être la plus ouverte possible à tous les travailleurs combattifs, sans aucune condition préalable si ce n'est la volonté de combat contre la bourgeoisie et contre les forces qui collaborent avec elle. Ou lutte de classe ou collaboration des classes : c'est ainsi que, concrètement, la question se pose.

Les groupes qui tendent au contraire à combler ce fossé en cherchant des alliés, soit dans la masse indistinctes des « bonnes volontés » — y compris celles qui ont pour principe la conciliation des antagonismes sociaux — soit dans l'opportunisme, et qui dressent par contre des barrières devant les travailleurs pourtant animés d'une sincère volonté de lutte mais qui ne partagent pas certaines de leurs positions politiques, renversent complètement le problème. Par souci d'efficacité pratique immédiate, ils cherchent d'impossibles alliés dans les ennemis du prolétariat, mais ils négligent de renforcer le potentiel immense de la révolte et de la solidarité instinctive engendrées chez les exploités par le capitalisme lui-même. Ainsi, non seulement ils retardent la maturation révolutionnaire du prolétariat au lieu de l'accélérer, mais ils sont un frein à la lutte elle-même.

C'est seulement en alliant l'intransigeance, la fermeture, le « sectarisme » les plus grands vis-à-vis de la bourgeoisie et de l'opportunisme, à la plus grande ouverture à l'égard des prolétaires qui réagissent à l'oppression capitaliste et, au-delà, à l'égard de la masse laborieuse elle-même, que l'on peut œuvrer à la fois pour que la défense prolétarienne soit la plus radicale et pour qu'à travers les affrontements partiels d'aujourd'hui émergent les forces qui dans l'avenir sauront affronter victorieusement les épreuves révolutionnaires. C'est dans cette double perspective que nous luttons.

Un tract du Parti à Renault

TRAVAILLEURS DE RENAULT !

Les grèves dures et les débrayages qui éclatent dans toutes les usines de la Régie depuis un mois (150 débrayages) montrent qu'il existe une tendance réelle à la généralisation du mouvement, une volonté d'unification contre les divisions créées par le patron. Les revendications sont communes à l'ensemble des travailleurs : augmentation immédiate des salaires, « à travail égal salaire égal » contre la division au sein d'une même catégorie et contre le salaire lié au poste ou à l'humeur du contremaître.

Mais alors que la combativité reste forte à Renault, la direction de la Régie brandit une nouvelle fois la menace de son arme de classe : le lock-out.

PROLETAIRES ! CAMARADES !

Le lock-out ne peut avoir d'efficacité en tant qu'arme de division spécifique de la bourgeoisie que SI le patron trouve devant lui des détachements isolés de travailleurs sans une direction généralisant et unifiant leur lutte.

MAIS QU'ONT FAIT LES DIRIGEANTS DES SYNDICATS ?

Ils ont systématiquement cherché à freiner et à émietter le mouvement. Refusant de « paralyser l'entreprise » pour « ne pas mettre la Régie sur la paille », alors que justement la force des ouvriers c'est que leur grève paralyse l'entreprise, ils ont condamné la grève totale (« on ne veut pas reprendre au niveau de l'usine la tactique du 77 qui est mauvaise sous cette forme » — Sylvain) ; allant contre les besoins de la lutte et la tendance spontanée des ouvriers radicaux, ils ont organisé des débrayages partiels, faisant reprendre le travail aux uns tandis que les autres s'arrêtaient (au carrousel et à la sellerie, en faisant abandonner la grève illimitée au profit de débrayages tournants, la C.G.T. a fait cesser la grève) ; ils se sont opposés physiquement aux grévistes, en les traitant, véritable trahison, de « provocateurs gauchistes » (accusation faite par la C.G.T. notamment aux grévistes bloquant la chaîne des 4L le 20 février, entraînant la reprise d'une partie d'entre eux), et en brisant la grève (au 77, alors que les travailleurs avaient voté la poursuite de la grève, 15 militants de la C.G.T. ont repris le travail) ; pour faire reprendre le travail ils ont menti, lançant trahissement l'information que les grévistes du 77, puis du 38, avaient repris, alors que la grève continuait (l'Humanité du 22 février).

Ainsi, ils isolent les ouvriers combattifs de la masse des travailleurs, qu'ils privent du détonateur que constitue cette énergie, opposant les grévistes aux non-grévistes ou aux lock-outés et permettant la répression individuelle par le patron. Ils châtient les revendications en refusant d'en montrer le contenu de classe, ils sabotent la grève en liant les revendications aux intérêts de la production, à « l'intérêt national », mais pas aux exigences réelles de la défense des conditions de vie, de travail et de lutte des ouvriers.

Cela s'est passé exactement de la même façon contre toutes les larges offensives ouvrières courageusement répétées depuis 69. A chaque fois les directions syndicales ont laissé la porte ouverte au lock-out en divisant les travailleurs : en février 69 contre la grève du G.G. du Mans, en octobre 69 contre la grève des O.S. du Mans, en mai 71 après la grève des O.S. du Mans (pendant un mois les syndicats ont isolé et caché cette grève, puis quand elle s'est amplifiée, ils ont déconseillé la grève illimitée, ont fait voter à bulletin secret pour démoréaliser les grévistes, empêchant les O.P. et mensuels de voter car « la grève ne les concerne pas », pleurant ensuite sur le lock-out qu'eux-mêmes avaient permis en « circonscrivant le mouvement »), en mai 73 contre la grève des O.S. des grosses presses de Billancourt.

Cela ne vient pas d'un manque d'expérience ou d'erreurs, ou d'un excès de modération, mais du fait que leur action pratique est en étroite cohérence avec leur programme politique : pour le réformisme, les luttes économiques doivent être motifs à réformes et à replâtrages du capitalisme. Et comme, pour réparer un édifice branlant, il faut d'abord le soutenir, le réformisme est nécessairement conduit à défendre le capitalisme. Inévitablement cela l'amène à se dresser ouvertement contre votre lutte en tentant de briser toute possibilité immédiate de résister aux empiètements du capital, mais également de barrer la voie de l'émancipation de la classe ouvrière du joug du capital.

PROLETAIRES ! CAMARADES !

Pour étendre et unifier votre lutte, il vaus faudra nécessairement combattre contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme sur la base des revendications qui intéressent tous les travailleurs comme le démontrent les mouvements de ces dernières semaines :

- 300 F POUR TOUS TOUT DE SUITE.
- A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL : TOUS AU MAXI.
- SUPPRESSION DES COEFFICIENTS LES PLUS BAS : 170 MAXI AU MOINS POUR TOUS LES O.S., UN SEUL P1 A 180.

Aussi bien à l'intérieur des syndicats que hors des syndicats il faudra lutter pour imposer la coordination et l'organisation de l'action la plus unitaire possible, pour imposer des méthodes de lutte sur le terrain de l'action DIRECTE, contre la politique de négociations à tout prix et la « modération » et le « calme » prêchés par les directions réformistes ;

POUR LA GREVE LA PLUS ETENDUE POSSIBLE, SANS LIMITATION DE DUREE JUSQU'A OBTENTION DES REVENDICATIONS !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.
4 MARS 1975.

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP